

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
Réf. : DAGE/3 - TV

Arrêté d'autorisation de changement d'exploitant

Article L 512-16 du Code de l'Environnement
Articles 18, 23.2 et 23.6 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

**Poursuite de la remise en état du terril de schistes miniers 160 Arenberg à Wallers
par la S.A.S. ENVIMAT**

Le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais,
Préfet du Nord,
Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'Honneur,
Commandeur dans l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n° 94-484, 94-485, 94-486 du 9 juin 1994 ;

Vu le Code Minier ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié le 17 janvier 2006 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié le 24 janvier 2001, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié le 30 avril 1998, fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié le 24 janvier 2001, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1980 autorisant la S.A. SCR à exploiter jusqu'au 15 octobre 2010, le terril de schistes miniers 160 Arenberg à Wallers d'une assise de 7 ha 68 a, sur une superficie de 12,26 ha portant sur une partie de la parcelle section A n° AC ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 1988 modifiant l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1980 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2000 fixant le montant des garanties financières de remise en état et des prescriptions complémentaires ;

Vu la demande de changement d'exploitant du 06 juin 2005 ;

Le pétitionnaire entendu ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 03 mai 2006 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières dans sa séance du 28 juin 2006 ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

A R R E T E

Article 1 – OBJET

1.1. – La S.A.S. ENVIMAT, dont le siège social est situé 16, rue Montaigne BP 24 62670 MAZINGARBE, est autorisée à poursuivre la remise en état, en lieu et place de la S.A. SCR, du terril de schistes miniers 160 Arenberg sur le territoire de la commune de Wallers.

1.2. – Cette société se substitue d'office à la S.A. SCR dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter délivrée le 8 octobre 1980, modifiée les 11 février 1988 et 30 mars 2000.

Article 2 - REMISE EN ETAT

Le 2^{ème} alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"La remise en état finale du site est prévue pour le 30 septembre 2006. Le plan en annexe 3 du présent arrêté définit la zone restant à remettre en état au 1^{er} janvier 2006 et celui en annexe 2 l'état final du site."

Article 3 - HORAIRES

L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Les travaux de remise en état sont interdits les dimanches et jours fériés, ainsi que pour la période allant de 22 h à 7 h."

Article 4 - INFORMATION DU PUBLIC

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Chaque voie d'accès au chantier dispose d'un panneau portant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation et des arrêtés préfectoraux complémentaires (arrêtés préfectoraux des 8 octobre 1980, 11 février 1988, 30 mars 2000, date de l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant), l'objet des travaux et l'indication suivante : "Plan de remise en état consultable en mairie de Wallers" suivie de son adresse.

Ce panneau est le cas échéant complété par la référence des arrêtés préfectoraux complémentaires ultérieurs."

Article 5 - REMISE EN ETAT

Les deux premiers alinéas de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

"La remise en état finale du site affecté par l'exploitation prévue pour le 30 septembre 2006, doit être achevée dans un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation de changement d'exploitant."

Article 6 - GARANTIES FINANCIERES

L'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"7.1. - La durée maximale pour l'achèvement de la remise en état est de 5 ans. Un montant de garantie financière permet la remise en état maximale au sein de cette période. Le plan en annexe 3 du présent arrêté précise la surface restant à remettre en état au 1^{er} janvier 2006 et celui en annexe 2 l'état final du site.

7.2. - Le montant de référence TTC de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état de la carrière au terme de cette période de + 0 an à + 5 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation de changement d'exploitant, est de : 63 331 Euros TTC pour une surface remise en état de 10 ha 32 a et une surface autorisée de 12 ha 26 a.

Ce montant correspond à la formule de calcul forfaitaire du montant de référence de la garantie financière fixée par le point 3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (Journal Officiel du 31 mars 2004) pour les autres carrières à ciel ouvert, soit $C_R = \alpha(S1C1+S2C2+S3C3)$

$$\alpha = \frac{\text{Index} \times (1 + \text{TVA}_R)}{\text{Index}_O (1 + \text{TVA}_O)} = 1,27430 \text{ avec } \begin{aligned} & \text{Index} = \text{TP01 septembre 2005 soit } 534,8 \\ & \text{Index}_O = \text{TP01 février 1998 soit } 416,2 \\ & \text{TVA}_R = 0,196 \\ & \text{TVA}_O = 0,206 \end{aligned}$$

7.3. - L'original du document établissant la constitution de cette garantie financière, actualisée le cas échéant, délivré par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance selon le modèle défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié, doit parvenir au Préfet dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation de changement d'exploitant".

Article 7 - ACTUALISATION

L'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"8.1. - Le montant de la garantie financière est actualisé selon les dispositions en vigueur.

La formule d'actualisation est à ce jour selon l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 :

$$C_n = C_R \frac{(\text{Index}_n)}{(\text{Index}_R)} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{(1 + \text{TVA}_R)}$$

C_R : le montant de référence de la garantie financière de la période quinquennale
 C_n : le montant de la garantie financière à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de la garantie financière
 Index_n : dernier indice TP01 connu au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de la garantie financière
 Index_R : indice TP01 septembre 2005 soit 534,8 utilisé pour l'établissement du montant de référence fixé par l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 modifié
 TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de la garantie financière
 TVA_R : taux de la TVA applicable à la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation de changement d'exploitant, soit 0,196

8.2. - Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 p. 100 de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant de la garantie financière doit être actualisé dans les six mois suivant cette augmentation.

L'actualisation de la garantie financière relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 8 - ABSENCE DE GARANTIE FINANCIERE

L'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"10.1. - L'absence de garantie financière entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1-I-3° du Code de l'Environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

10.2. - Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement."

Article 9 - BRUITS

9.1. - Dans les articles 17.2.1 et 17.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000, les heures "21 h 30" et "6 h 30" sont respectivement remplacées par "22 h" et "7 h".

9.2. - La dernière phrase du 1^{er} alinéa de l'article 17.2.2 (En cas d'absence...) est annulée.

Article 10 - PLANS

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2000 sur laquelle la surface d'autorisation de 12,26 ha est délimitée par un trait vert correspondant au périmètre d'autorisation, et les annexes 2 et 3 sont remplacées par les nouvelles annexes 1, 2 et 3 jointes au présent arrêté.

Article 11 – VOIES DE RECOURS (Article L 514-6)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- devant le Tribunal Administratif de Lille par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de six mois à compter de sa date de publication ou d'affichage ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 12 - EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S. ENVIMAT et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Wallers,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

- l'établissement garant : Zürich Versicherung AG (Deutschland) Direction Frankfurt Solmsstraße 27-37 60252 FRANKFURT am MAIN.

En vue de l'information des tiers :

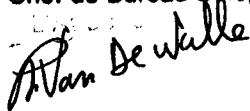
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de Wallers et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du cessionnaire
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à Lille, le 12 SEP. 2006

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint


François-Claude PLAISANT

Pour copie certifiée conforme
Le Chef de Bureau Délégué,



Thérèse VAN DE WALLE

